

Juillet 2011

Une vision claire pour l'euro afin qu'il sorte renforcé de cette crise



15.07.11 | 14h25

| 15.07.11 | 11h12 • Mis à jour le

Depuis quelques jours, les perspectives d'un règlement durable de la situation financière de la Grèce paraissent s'évanouir, les dettes des Etats portugais, italien, espagnol font l'objet d'attaques de plus en plus violentes des marchés, les négociateurs publics et privés qui tentent de trouver une solution n'y parviennent pas.

Les raisons de cette impuissance sont innombrables : une fois la dégradation brutale de la notation du Portugal, une autre réside dans les difficultés du gouvernement allemand à dépasser les obstacles politiques, et peut-être même constitutionnels, qu'il rencontre, une autre encore se trouve dans l'échec d'un projet élaboré par de grands intervenants financiers mais qui ne trouve pas les soutiens nécessaires.

Mais toutes ces raisons se résument en fait à une seule : l'absence d'une vision claire des enjeux portée par des hommes politiques engageant leur crédit pour permettre de dépasser les difficultés immédiates. Vision claire : l'euro doit survivre à cette crise et lui survivra. Il en sortira même renforcé : les instruments qui manquaient à ce projet sans précédent d'une zone monétaire sans Etat et sans budget ont déjà commencé à être élaborés.

Des premiers pas ont été accomplis tout au long de la gestion de la crise : dans la douleur, certes, chaque obstacle a été franchi, et à chaque fois le projet commun des Européens a survécu, et des solutions ont été trouvées avec des innovations majeures. La nécessité a fait loi, et la coordination des politiques économiques qui aurait dû, dès l'origine, accompagner le pacte de stabilité s'est renforcée.

Sans l'euro et sans l'Europe, le sort de tous aurait été bien pire. Les nouveaux instruments communautaires mis en place devraient démontrer la capacité des institutions à faire face aux défis.

Vision claire : les Etats doivent garantir les dépôts des particuliers. Chacun doit pouvoir avoir confiance en sa banque. Mais ce n'est pas aux contribuables de payer pour les investissements des institutions financières qui ont cru pertinent d'acheter de la dette grecque, ou des obligations de banques qui se sont avérées fragiles, ou ont même fait défaut comme cela a été le cas en Irlande ou en Islande.

Les institutions financières ont pris des risques ; cela fait partie de leur métier. Leurs actionnaires, les porteurs des obligations qu'elles ont émises doivent porter leur part du fardeau. Cela doit être fait sans menacer la stabilité du système, certes, mais cela doit être fait.

Vision claire : la régulation ne peut plus être cantonnée à un cadre national. Ni le Conseil de l'euro ni la Banque centrale européenne (BCE) n'ont su prévenir la montée des risques et d'un endettement privé devenu souvent excessif. La crise aura permis que se mette en place une première étape de régulation réellement européenne des banques et des marchés financiers. Il faut lui donner les moyens de réussir dans la durée, et de contribuer à une meilleure régulation mondiale de la finance.

Vision claire : la crise apprend à qui en doutait qu'on ne peut vivre indéfiniment au-dessus de ses moyens, et que cela s'applique aussi aux Etats. La réduction des déficits devra avoir lieu. Mais elle doit être maîtrisée, avec un horizon de temps réaliste, des étapes clairement marquées, et ne pas se donner des objectifs intenables qui détruirait sa crédibilité, parce qu'ils ne pourraient durablement avoir le soutien des populations et de leurs représentants élus.

Vision claire : tout ce qui peut être fait pour éviter un défaut sur la dette grecque doit l'être. Personne ne saurait aujourd'hui en maîtriser les conséquences. Et n'oublions jamais que ce sont les Grecs eux-mêmes qui en souffriraient les premiers. La solidarité européenne suppose la participation des Etats et des institutions financières à des solutions qui permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette.

Reconnaissons que certaines dettes, comme la grecque, valent et vaudront moins cher que d'autres. Cela se traduira tôt ou tard par des pertes comptables pour les investisseurs, ce qui est la contrepartie normale des rémunérations élevées qu'ils ont perçues en achetant des dettes plus risquées que d'autres. Ce fait est acquis.

Ce qu'il faut, c'est que ces pertes de valeur permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette. D'où l'importance des mécanismes allant dans ce sens, comme les rachats, sur fonds communautaires ou internationaux, d'une partie des dettes souveraines les plus décotées, pour les annuler, et faire bénéficier le pays concerné de cette perte de valeur.

Ces principes sont simples. Si les principaux responsables politiques de l'Union européenne les adoptent, si les Etats, la Commission, le Fonds monétaire international (FMI) les appliquent, des solutions pourront être trouvées. C'est ce à quoi nous les appelons solennellement. L'Europe, tous ses citoyens peuvent sortir renforcés de la crise actuelle. Il y suffit d'une vision claire et partagée pour guider l'action.

Sont également signataires de ce texte : Gilles de Margerie et Stéphane Boujnah pour "*En temps réel*" ; Yves Bertoncini pour "*Notre Europe*".

Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne (1985-1994) **Felipe Gonzalez**, ancien président du gouvernement espagnol (1982-1996) **Romano Prodi**, ancien président de la Commission européenne (1999-2004) et ancien président du conseil italien (1996-1998 puis 2006-2008) **Etienne Davignon**, ancien vice-président de la Commission européenne (1981-1985) et **Antonio Vitorino**, ancien commissaire européen (1999-2004) et président de "Notre Europe" depuis juin 2011.

Jacques Delors, Felipe Gonzalez, Romano Prodi, Etienne Davignon et Antonio Vitorino

Article paru dans l'édition du 16.07.11

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.

Les Echos 15 juillet 2011

Crise: d'ex-dirigeants européens appellent à "une vision claire pour l'euro"

Cinq anciens dirigeants européens ont appelé les responsables de l'UE à adopter "une vision claire pour l'euro" qui, seule, lui permettra de sortir renforcé de la crise actuelle, dans une tribune publiée dans le quotidien français *Le Monde* à paraître samedi. L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors, l'ancien chef du gouvernement espagnol Felipe Gonzales, l'ancien président du Conseil italien et de l'exécutif communautaire Romano Prodi, le Belge Etienne Davignon, ancien vice-président de la Commission, et l'ancien commissaire portugais Antonio Vitorino critiquent "l'absence d'une vision claire des enjeux portée par des hommes politiques engageant leur crédit pour permettre de dépasser les difficultés immédiates".

Selon eux, avoir une "vision claire", c'est faire en sorte que les Etats garantissent les dépôts des particuliers. Mais "les institutions financières ont pris des risques" et "doivent porter la part du fardeau (...) sans menacer la stabilité du système", estiment-ils. "Tout ce qui peut être fait pour éviter un défaut de la dette grecque doit l'être", jugent-ils, appelant les Etats et les institutions financières "à des solutions qui permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette".

Ils prônent notamment la mise en place de mécanismes allant dans ce sens, "comme les rachats, sur fonds communautaires ou internationaux, d'une partie des dettes souveraines les plus décotées, pour les annuler, et faire bénéficier le pays concerné de cette perte de valeur".

Avoir une vision claire suppose aussi, selon eux, de mettre en place durablement une régulation à l'échelle européenne.

Par ailleurs, "la réduction des déficits devra avoir lieu. Mais elle doit être maîtrisée, avec un horizon de temps réaliste", affirment les signataires du texte.

Si les principaux responsables politiques de l'Union européenne, la Commission et le Fonds monétaire international (FMI) adoptent "ces principes simples", "des solutions pourront être trouvées", estiment-ils

Crise: d'ex-dirigeants européens appellent à "une vision claire pour l'euro"

Jacques Delors, Felipe Gonzales, Romano Prodi, Etienne Davignon, Antonio Vitorino critiquent "l'absence d'une vision claire des enjeux portée par des hommes politiques engageant leur crédit pour permettre de dépasser les difficultés immédiates".

Cinq anciens dirigeants européens ont appelé les responsables de l'UE à adopter "une vision claire pour l'euro" qui, seule, lui permettra de sortir renforcé de la crise actuelle, dans une tribune publiée dans le quotidien français Le Monde à paraître samedi.

L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors, l'ancien chef du gouvernement espagnol Felipe Gonzales, l'ancien président du Conseil italien et de l'exécutif communautaire Romano Prodi, le Belge Etienne Davignon, ancien vice-président de la Commission, et l'ancien commissaire portugais Antonio Vitorino critiquent "l'absence d'une vision claire des enjeux portée par des hommes politiques engageant leur crédit pour permettre de dépasser les difficultés immédiates".

Selon eux, avoir une "vision claire", c'est faire en sorte que les Etats garantissent les dépôts des particuliers. Mais "les institutions financières ont pris des risques" et "doivent porter la part du fardeau (...) sans menacer la stabilité du système", estiment-ils.

"Tout ce qui peut être fait pour éviter un défaut de la dette grecque doit l'être", jugent-ils, appelant les Etats et les institutions financières "à des solutions qui permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette".

Ils prônent notamment la mise en place de mécanismes allant dans ce sens, "comme les rachats, sur fonds communautaires ou internationaux, d'une partie des dettes souveraines les plus décotées, pour les annuler, et faire bénéficier le pays concerné de cette perte de valeur".

Avoir une vision claire suppose aussi, selon eux, de mettre en place durablement une régulation à l'échelle européenne.

Par ailleurs, "la réduction des déficits devra avoir lieu. Mais elle doit être maîtrisée, avec un horizon de temps réaliste", affirment les signataires du texte.

Si les principaux responsables politiques de l'Union européenne, la Commission et le Fonds monétaire international (FMI) adoptent "ces principes simples", "des solutions pourront être trouvées", estiment-ils.

D'anciens dirigeants européens appellent à une vision claire pour l'euro



L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors, l'ancien chef du gouvernement espagnol Felipe Gonzales, l'ancien président du Conseil italien et de l'exécutif communautaire Romano Prodi, le Belge Etienne Davignon, ancien vice-président de la Commission, et l'ancien commissaire portugais Antonio Vitorino critiquent "l'absence d'une vision claire des enjeux portée par des hommes politiques engageant leur crédit pour permettre de dépasser les difficultés immédiates". Selon eux, avoir une "vision claire", c'est faire en sorte que les Etats garantissent les dépôts des particuliers. Mais "les institutions financières ont pris des risques" et "doivent porter la part du fardeau (...) sans menacer la stabilité du système", estiment-ils. "Tout ce qui peut être fait pour éviter un défaut de la dette grecque doit l'être", jugent-ils, appelant les Etats et les institutions financières "à des solutions qui permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette". Ils prônent notamment la mise en place de mécanismes allant dans ce sens, "comme les rachats, sur fonds communautaires ou internationaux, d'une partie des dettes souveraines les plus décotées, pour les annuler, et faire bénéficier le pays concerné de cette perte de valeur".

"L'euro survivra", estiment des ex-dirigeants

Par FTV avec AFP



"La coordination des politiques économiques s'est renforcée", selon eux

"L'euro doit survivre à cette crise et lui survivra. Il en sortira même renforcé", selon 5 anciens dirigeants européens

Dans une tribune publiée dans **Le Monde** à paraître samedi, ils plaident pour "une vision claire de l'euro", ce qui fait actuellement défaut.

Mais "les instruments qui manquaient à ce projet sans précédent d'une zone monétaire sans Etat et sans budget ont déjà commencé à être élaborés", indiquent-ils.

"La coordination des politiques économiques qui aurait dû, dès l'origine, accompagner le pacte de stabilité s'est renforcée", estiment l'ancien président de la Commission européenne **Jacques Delors**, l'ancien chef du gouvernement espagnol **Felipe Gonzales**, l'ancien président du Conseil italien et de l'exécutif communautaire **Romano Prodi**, le Belge **Etienne Davignon**, ancien vice-président de la Commission, et l'ancien commissaire portugais **Antonio Vitorino**.

Avoir une "vision claire", c'est faire en sorte que les Etats garantissent les dépôts des particuliers. Mais "les institutions financières ont pris des risques" et "doivent porter la part du fardeau (...) sans menacer la stabilité du système", selon ces anciens dirigeants européens.

"Tout ce qui peut être fait pour éviter un défaut de la **dette grecque** doit l'être", jugent-ils, appelant les Etats et les institutions financières "à des solutions qui permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette".

Ils prônent notamment la mise en place de mécanismes allant dans ce sens, "comme les rachats, sur fonds communautaires ou internationaux, d'une partie des dettes souveraines les plus décotées, pour les annuler, et faire bénéficier le pays concerné de cette perte de valeur".

Réguler à l'échelle européenne

Avoir une vision claire suppose aussi, selon eux, de mettre en place durablement une régulation à l'échelle européenne.

Par ailleurs, "la réduction des déficits devra avoir lieu. Mais elle doit être maîtrisée, avec un horizon de temps réaliste", affirment les signataires du texte.

Si les principaux responsables politiques de l'Union européenne, la Commission et le Fonds monétaire international (FMI) adoptent "ces principes simples", "des solutions pourront être trouvées", estiment-ils.



Télévision espagnole

Felipe González, Prodi y Delors critican la "falta de visión" de los líderes europeos

Estos tres políticos analizan la crisis de deuda en el Viejo Continente

El ex presidente del Gobierno Felipe González, el ex primer ministro italiano Romano Prodi y el ex presidente de la Comisión Jacques Delors han criticado este viernes la "falta de visión" de los actuales líderes europeos para hacer frente a la crisis de deuda de Grecia y su contagio a España, Portugal e Italia.

"Desde hace algunos días, las perspectivas de una solución sostenible a la situación financiera de Grecia parecen desvanecerse, la deuda de los Estados portugués, italiano y español es objeto de ataques cada vez más violentos de los mercados, los negociadores públicos y privados que intentan encontrar una solución no lo logran", denuncian González, Prodi y Delors en una tribuna en el periódico francés 'Le Monde'.

A su juicio, los motivos de esta "impotencia" pueden "resumirse de hecho en uno solo": "la falta de una visión clara de lo que está en juego por parte de líderes capaces de arriesgar su crédito para lograr superar las dificultades inmediatas", denuncian.

No obstante, los antiguos dirigentes europeos se muestran convencidos de que "el euro debe sobrevivir a esta crisis y sobrevivirá". "Saldrá incluso reforzado: los instrumentos que faltaban a este proyecto sin precedentes de una zona monetaria sin Estado y sin presupuesto ya han comenzado a elaborarse", sostienen.

"Sin el euro, la suerte de todos habría sido mucho peor", resalta la tribuna, que también está firmada por el ex vicepresidente belga de la Comisión Etienne Davignon y el ex comisario portugués Antonio Vitorino.

Como receta para el caso de Grecia, los ex mandatarios reclaman "la recompra, con fondos comunitarios o internacionales, de una parte de los bonos más devaluados, para anularlos y beneficiar al país afectado de esta pérdida de valor".

"Estos principios son simples. Si los principales responsables políticos de la UE los adoptan, si los Estados, la Comisión, el FMI, los aplican, podrán encontrarse soluciones. Les apelamos solemnemente a que lo hagan", concluyen.

15 juillet 2011

Blog d'actualité

Vers la nécessité d'une vision claire de l'euro pour résoudre la crise

par Barbara Leblanc

Dans une tribune publiée dans le journal Le Monde daté du 16 juillet, cinq anciens dirigeants européens mettent en avant la nécessité d'une vision claire pour l'euro pour tenter de sortir de la crise actuelle.

Ce sont cinq grands noms de l'Europe qui cosignent un plaidoyer pour l'euro dans le journal le Monde. L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors, l'ancien chef du gouvernement espagnol Felipe Gonzales, l'ancien président du Conseil italien et de l'exécutif communautaire Romano Prodi, le Belge Etienne Davignon, ancien vice-président de la Commission, et l'ancien commissaire portugais Antonio Vitorino considèrent que "*seule une vision claire de la monnaie unique permettra de sortir renforcés de la crise que subit l'Europe actuellement*".

Selon eux, "*tout ce qui peut être fait pour éviter un défaut de la dette grecque doit l'être*". Ils prônent notamment la mise en place de mécanismes allant vers l'allégement du fardeau de la dette ou des rachats sur fonds communautaires ou internationaux d'une partie des dettes souveraines les plus décorées. Plus globalement, ils appellent à la mise en place d'une régulation durable à l'échelle européenne avec une réduction des déficits maîtrisée par exemple.

Cette tribune intervient au moment où Berlin et Paris se déchirent sur la tenue ou non d'un sommet européen pour régler le programme d'aide pour la Grèce. La France et l'Allemagne n'arrivent pas à s'accorder sur la participation à l'aide des créanciers privés du pays. L'Allemagne exige cette participation alors que d'autres pays redoutent une aggravation de la contagion de la crise de la dette.

15 juillet 2011

Crise : d'ex-dirigeants européens appellent à "une vision claire pour l'euro"

Cinq anciens dirigeants européens ont appelé les responsables de l'UE à adopter "une vision claire pour l'euro" qui, seule, lui permettra de sortir renforcé de la crise actuelle, dans une tribune publiée dans le quotidien français Le Monde à paraître samedi.

L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors, l'ancien chef du gouvernement espagnol Felipe Gonzales, l'ancien président du Conseil italien et de l'exécutif communautaire Romano Prodi, le Belge Etienne Davignon, ancien vice-président de la Commission, et l'ancien commissaire portugais Antonio Vitorino critiquent "l'absence d'une vision claire des enjeux portée par des hommes politiques engageant leur crédit pour permettre de dépasser les difficultés immédiates".

Selon eux, avoir une "vision claire", c'est faire en sorte que les Etats garantissent les dépôts des particuliers. Mais "les institutions financières ont pris des risques" et "doivent porter la part du fardeau (...) sans menacer la stabilité du système", estiment-ils.

"Tout ce qui peut être fait pour éviter un défaut de la dette grecque doit l'être", jugent-ils, appelant les Etats et les institutions financières "à des solutions qui permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette".

Ils prônent notamment la mise en place de mécanismes allant dans ce sens, "comme les rachats, sur fonds communautaires ou internationaux, d'une partie des dettes souveraines les plus décotées, pour les annuler, et faire bénéficier le pays concerné de cette perte de valeur".

Avoir une vision claire suppose aussi, selon eux, de mettre en place durablement une régulation à l'échelle européenne.

Par ailleurs, "la réduction des déficits devra avoir lieu. Mais elle doit être maîtrisée, avec un horizon de temps réaliste", affirment les signataires du texte.

Si les principaux responsables politiques de l'Union européenne, la Commission et le Fonds monétaire international (FMI) adoptent "ces principes simples", "des solutions pourront être trouvées", estiment-ils.